



Prix à la pompe: une splendide arnaque à l'écologie!

Chacun doit prendre toute la mesure du profond ras-le-bol qui anime les "gilets jaunes" prêts à bloquer la France le 17 novembre. Il a **deux causes évidentes**:

- La brutalité de l'augmentation de la fiscalité verte tout d'abord. Par rapport à beaucoup d'autres pays européens, nos gouvernements successifs ont cultivé une trop longue appétence pour le diesel et n'ont adopté que très tardivement (2014) la taxe carbone. Le rattrapage se paie maintenant au prix fort.
- Un matraquage fiscal (la "lessiveuse") injuste d'autre part. L'impression que l'on épargne une nouvelle fois les riches avec une taxe carburant (TICPE) pesant essentiellement sur les ruraux et les péri-urbains et servant à compenser la suppression de l'ISF. Du Robin des Bois inversé! On se souvient que la fiscalité écologique inégalitaire est une vieille affaire française: Lionel Jospin en 2000 et Nicolas Sarkozy en 2010 ont vu leur taxe sur les activités polluantes et leur taxe "climat-énergie" (respectivement) retoquées par le Conseil constitutionnel car portant atteinte au principe d'égalité devant l'impôt.

La brutalité de l'augmentation des taxes sur les carburants porte la marque de profondes et anciennes erreurs dans la décision politique française, issues d'un **double imaginaire collectif**. Le premier selon lequel nous sommes le pays du nucléaire donc faiblement émetteur de gaz à effet de serre avec pour conséquences les attermoissements de la transition énergétique. Le second nous dictant que notre pays a de l'espace à revendre avec pour effet un aménagement du territoire qui favorise le pire du grignotage des terres et de l'étalement urbain. Reléguant une frange importante de la population dans les périphéries au foncier plus accessible, éloignant toujours plus le domicile du lieu de travail,

Le gouvernement actuel, champion du cynisme en politique, nous fabrique une belle **escroquerie à l'écologie**: seuls 20% des recettes de la TICPE vont à la transition énergétique, l'essentiel approvisionnant le budget général. Et des chiffres peu relayés par les médias montrent une baisse desdites recettes (depuis 2011) due à la diminution de consommation globale de carburant. L'augmentation des taxes vise donc également à compenser cette baisse. L'écologie comme variable d'ajustement des comptes publics, il fallait y penser!

Les solutions ne passent pas par les mesurettees en cours de discussion, telles que les aides au transport versées par certaines régions. Elles passent avant tout par **une politique écologique globale**, celle précisément que Hulot n'a jamais pu obtenir. On se prétend écologiquement vertueux alors que l'on consacre un budget dérisoire à la rénovation énergétique des bâtiments. Et que l'on "se hâte lentement" de mettre fin à l'usage des pesticides.

Les solutions passent aussi, plus spécifiquement, par une **fiscalité verte qui soit cohérente, équitable et compréhensible**. Une fiscalité qui, au delà de sa nécessaire vocation

"comportementale", opèrerait une redistribution en faveur des ménages modestes. Une fiscalité qui répondrait, par exemple, aux **dix commandements** suivants:

- peser sur les sociétés autoroutières ainsi que sur les marges des compagnies pétrolières et des distributeurs.
- taxer les poids-lourds (l'arlésienne de l'écotaxe et tant pis pour les "bonnets rouges").
- taxer le kérosène des vols domestiques pour rendre le train plus compétitif.
- surtaxer le fioul lourd des paquebots de croisière, ces monstrueux symboles de la "mondialisation heureuse" (mais pour quelques-uns), ces fleurons de notre industrie nationale évidemment intouchables au nom de l'emploi.
- surtaxer les voitures de luxe.
- détaxer les transports en commun propres et les rendre partiellement ou totalement gratuits en zone urbaine et péri-urbaine.
- verser la totalité des recettes à la transition énergétique.
- élargir l'assiette des chèques énergie et en augmenter le montant;
- augmenter sensiblement les primes à la conversion des véhicules.
- enfin et surtout, expliquer clairement la fiscalité verte aux citoyens.

Il y a urgence: l'écologie, qui avait avancé de trois cases à l'heure des marches pour le climat, vient de faire cinq pas en arrière, **largement vécue comme punitive et anti-sociale**. Gageons qu'elle n'avait pas besoin de ça!

Patrick Salez